

Grégory Blanc  
Conseiller général Angers-Trélazé

## Séance du 21 octobre 2008

Monsieur le Préfet,

En 2007, lors de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy aujourd'hui devenu notre Président de la République, évoquait avec force l'échec de la politique dite « de la ville ».

En réalité, le mouvement de restructuration des services publics et leur concentration dans les villes centres ont eu pour effet de rendre inefficace ces politiques : comment donner davantage à des territoires en souffrance quand parallèlement les dispositifs de droit commun se retirent ?

Monsieur le Préfet, contrairement à certaines idées répandues, l'Etat et vous-même avez raison de souligner que face aux ségrégations urbaines, la politique de la ville n'est pas une faveur, mais une action essentielle et nécessaire au développement de la cohésion sociale.

Aussi, dans un contexte où l'Etat décide dans le même temps d'affirmer une présence plus forte dans nos quartiers tout en diminuant significativement les enveloppes budgétaires allouées, et à la lumière des résultats de 2007, Monsieur le Préfet : sur quels axes de la politique de la ville pensez-vous que nos collectivités locales -l'ensemble de nos collectivités locales quelque soit leur niveau- pourraient mieux coordonner leur action, en renforçant les coopérations et moyens financiers à la fois entre elles et bien sûr en articulation avec l'Etat ?